

**Diplomatie économique - Union
européenne - Travailleurs détachés -
Entretien de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'État auprès
du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec «France
info» - Extraits**
(Paris, 28 août 2017)

Q - Bonsoir Monsieur Lemoyne, demain et mercredi, le gouvernement sera massivement représenté pour la traditionnelle Université d'été du MEDEF sur le campus de HEC à Jouy-en-Josas, avec pas moins de 11 ministres.

R - Cette université d'été, c'est surtout un temps de réflexion et nous sommes là pour montrer que le gouvernement, et en l'occurrence du Quai d'Orsay quand il s'agit de diplomatie économique, est à l'offensive. Il ne vous aura pas échappé qu'il y a un certain nombre de défis à relever avec un déficit commercial particulièrement préoccupant et ceci depuis quelques années. Face à cela, nous ne nous résolvons pas à la fatalité. Avec tous les ambassadeurs qui sont réunis à Paris cette semaine, on se «retrousses les manches» : le «pli est pris» d'aller soutenir nos entreprises à l'export. Il faut aussi certainement simplifier nos dispositifs, faire que la vie soit plus simple pour un entrepreneur.

(...)

Q - Venons-en à l'Université du MEDEF, est-ce une opération sauvetage pour aider le made in France à s'exporter. Vous parliez du déficit qui est record, près de 34 milliards d'euros juste sur les six premiers mois.

R - Nous avons d'énormes atouts, je l'ai vu au Quai d'Orsay cet après-midi avec les entrepreneurs. Il y a de très belles pépites, il y a de la créativité, de l'invention, il n'y a pas de problème. Maintenant, ce qu'il faut, c'est être très offensif à l'international. Il faut armer nos entreprises aussi. Ne nous leurrions pas, au niveau mondial, il y a une guerre économique et de ce point de vue-là, nous ne devons pas être naïfs.

Cela veut dire aussi avoir une Europe qui protège, avoir des mesures anti dumping renforcées et de la réciprocité vis-à-vis des grands partenaires commerciaux. Et au sein du marché intérieur, l'encadrement effectif du travail détaché, par exemple, reste insuffisant.

Q - Franchement, est-ce utile de créer un incident diplomatique avec un partenaire de l'Union européenne ?

R - Avec le président, ce que nous assumons, c'est de créer un bloc de pays alliés pour revoir un certain nombre de législations européennes qui font que le peuple est en train de divorcer avec l'Europe. Emmanuel Macron a justement été élu sur une volonté européenne farouche, mais aussi en revisitant 'du sol au plafond' la façon de fonctionner de l'Europe. C'est le cas sur la directive des travailleurs détachés.

On ne peut pas se satisfaire de la situation actuelle et, dans sa tournée de la semaine dernière, le président de la République a réussi à faire bouger les lignes. Il a réussi à entraîner des pays qui jusqu'ici étaient un peu réticents comme la Slovaquie par exemple. Nous voyons que la Pologne se met en marge de l'Union européenne par un certain nombre de mesures assez inquiétantes, notamment en matière de révisions constitutionnelles. Nous ne voulons pas d'une Europe en marge, nous voulons une Europe en marche.

Q - L'Europe, c'est aussi l'Allemagne, le 24 septembre avec les élections législatives. Irez-vous faire campagne pour Angela Merkel ?

R - Ces décisions ne regardent que le peuple allemand, de même que les Français se sont choisis légitimement des autorités. Ce qui compte, quels que soient les personnages, quelles que soient les personnalités, on le voit depuis des années, c'est que la relation franco-allemande perdure, qu'elle se consolide.

De ce point de vue, cela peut sembler symbolique mais ça ne l'est pas. Le fait de rétablir, dès cette rentrée, les classes bilangues pour favoriser l'apprentissage de la culture des langues de nos voisins et faire en sorte que ce travail en commun existe, que l'univers mental ne soit pas seulement national mais véritablement européen./.